

LA LETTRE DU C.E.P.I.I.

CENTRE D'ETUDES PROSPECTIVES ET D'INFORMATIONS INTERNATIONALES

N° 21

ISSN 0243-1947

Mai 1982

Les conclusions d'un séminaire

Avant le sommet de Versailles, le CEPII a organisé un séminaire de réflexion sur l'économie mondiale, avec la collaboration du CESTA. Ce séminaire a réuni les 17 et 18 mai des experts internationaux issus d'horizons très variés : universités, administrations, syndicats, milieux industriels et bancaires, organisations internationales. Au-delà des positions propres à chacun des participants, diverses conclusions peuvent en être tirées (1).

L'économie mondiale est gravement affectée par *l'incapacité des économies industrielles à mettre en œuvre et à renouveler leur potentiel de croissance*. Il en résulte, dans tous les pays développés, une augmentation du chômage — qui atteint pour certains d'entre eux un niveau insupportable — et, dans les pays en développement, un ralentissement de la croissance qui aggrave la pauvreté. Pour la plupart des participants, cette incapacité résulte de *l'insuffisance des politiques de régulation traditionnelles* et de l'incertitude sur les règles d'un jeu élargi à de multiples acteurs mondiaux. Il en ressort la nécessité d'aborder, en même temps que les problèmes macroéconomiques de court terme, les conditions d'une relance de la croissance à moyen et long terme intégrant la mise en œuvre des technologies nouvelles.

1 Assurer la stabilité des marchés

La volatilité des *taux de change* est une préoccupation pour tous. Mais, pour les uns, le système des changes flottants n'a pas trop mal fonctionné et constitue, dans le monde actuel, le système le plus convenable s'il est encadré par des interventions gouvernementales ; pour les autres, il n'a pas donné plus d'autonomie aux politiques nationales, et le marché s'est avéré inopérant à révéler les déterminants fondamentaux des taux de change. Pour ces derniers, une coopération monétaire est nécessaire pour limiter la volatilité des taux de change, et l'on pourrait définir des plages de variation tolérable entre dollar, yen et bloc du SME défendues par des accords de swap suffisamment massifs pour décourager la spéculation.

Pour la plupart des participants, les hauts *taux d'intérêt réels* en Amérique du Nord et en Europe sont en grande partie dus à la poursuite de politiques monétaristes aux Etats-Unis et dans certains pays européens, mais aussi aux anticipations des agents économiques inquiets du désarroi apparent des dirigeants et de l'inefficacité des politiques suivies. Les hauts taux d'intérêt rendent fragile la structure financière des entreprises, qui sont condamnées à emprunter pour faire face à leurs charges fixes dans une période de fléchissement de la demande, et ne peuvent assurer l'investissement de longue période nécessaire à la reprise de la croissance. Dans le même temps, ces taux d'intérêt élevés étouffent les possibilités de croissance des pays en développement, dont les recettes d'exportation croissent moins vite que la charge de la dette, et elles entraînent l'ameusement du pouvoir d'achat des pays clients. Les difficultés des entreprises et des pays en développement sont un risque pour les banques, risque qui provoque un renchérissement du crédit. La baisse des taux réels d'intérêt est une nécessité pour éviter que ne se déclenche une

(1) Les rapports présentés au cours de ce séminaire, ainsi que les comptes rendus des tables rondes, seront publiés à l'automne.

spirale déflationniste. Dans cette perspective, il est apparu souhaitable de développer une concertation entre les banques centrales visant à atteindre progressivement des taux d'intérêts réels raisonnables et à réduire les risques des banques vis-à-vis des entreprises et des pays en développement.

L'instabilité des *prix des matières premières*, aujourd'hui à leur niveau le plus bas — en termes réels — depuis trente ans, est une préoccupation ancienne à laquelle des palliatifs ont été proposés depuis de nombreuses années. Malgré la baisse relative des pays du Tiers Monde dans le commerce mondial des matières premières, les ressources de certains d'entre eux continuent de dépendre pour l'essentiel de l'exportation de ces produits, leur situation se détériore et leur capacité d'assurer le service de la dette est compromise. Le retard à mettre en œuvre nombre de mesures déjà adoptées est mal accepté dans les pays du Tiers Monde, et les participants ont notamment souligné la nécessité de maintenir et développer les accords de produits, de faire entrer en vigueur le fonds commun, et d'inviter le FMI à accroître ses interventions relatives aux matières premières. Certains suggèrent que les DTS soient utilisés pour le financement des stocks régulateurs et l'accroissement des financements compensatoires.

2 Promouvoir de nouvelles formes de coopération

A plusieurs reprises, le constat a été fait de la difficulté croissante de tirer des simples *jeux des marchés* des indications pertinentes pour l'action des décideurs publics ou privés. Il en résulte que des solutions doivent être recherchées dans une plus grande concertation entre les acteurs économiques aussi bien à l'intérieur des pays que dans les relations économiques internationales. Dans cette perspective, les actions en faveur du développement du Tiers Monde ne peuvent être différées en attendant la remise en marche des économies occidentales, mais sont au contraire un facteur de cette remise en marche.

Ainsi, dans le domaine des matières premières, *l'absence de dialogue* entre gouvernements, producteurs et intermédiaires nuit à la qualité de l'information et à la pertinence des décisions. Des instances de concertation pourraient être rapidement mises en place et couvrir non seulement les problèmes de prix, mais aussi les recherches et les investissements dont l'insuffisance dans les pays en développement prive ces derniers de ressources potentielles et peut compromettre, à terme, l'approvisionnement équilibré de certains pays industriels.

Les participants ont également souligné la nécessité de faciliter *l'approvisionnement alimentaire* des pays à bas revenu. Là encore, ils ont remarqué que les mesures immédiatement applicables — et pour certaines déjà retenues lors des précédents sommets — devaient être effectivement appliquées : développer les systèmes de recherche agricole dans les pays en développement au niveau national ou régional afin d'accélérer leurs productions, garantir une aide alimentaire destinée aux plus pauvres dans les périodes de pénurie, renforcer la facilité alimentaire du FMI en assurant les financements nécessaires.

Les pays du Tiers Monde offrent de nouveaux marchés dans la mesure où leur développement est facilité par la coopération internationale et où leurs productions trouvent accès sur les marchés des pays industrialisés sans restriction. Les participants considèrent que la revitalisation de l'économie mondiale n'est possible que si le Sud y participe, et certains ont vigoureusement soutenu l'idée que des transferts importants sous forme de dons et de prêts vers les pays du Sud seraient de nature à relancer l'activité de certains secteurs. Pour d'autres, la priorité doit être donnée au changement des attitudes politiques du Nord vis-à-vis du Sud et à l'acceptation d'un nouveau partage des pouvoirs dans la gestion de l'économie mondiale.

Les participants ont, en outre, estimé que les relations économiques Nord-Sud et Est-Ouest difficiles ne pouvaient s'apprécier sans prendre en compte les *problèmes militaires*. Les armements stérilisent des ressources financières considérables qui ne sont pas affectées au développement dans le Sud, et ils perturbent la dynamique économique au Nord. La pression des dépenses militaires sur les déficits budgétaires, et par conséquent sur les taux d'intérêt, a été mentionnée ; certains participants ont même estimé qu'elles entraînaient un biais dans les recherches scientifiques qui n'était pas compensé par les retombées civiles. Les efforts en vue de réduire les dépenses d'armement à l'Est, au Sud et à l'Ouest devraient donc recevoir une haute priorité.

En ce qui concerne les *relations entre les principaux pays industriels*, les participants ont constaté que les divergences dans les rythmes de croissance des investissements et de la productivité avaient conduit, en raison des écarts de départ, à une certaine homogénéisation de ces économies, renforcée par le niveau très élevé de pénétration des importations et l'action des entreprises multinationales. Pour certains participants, cette homogénéisation des facteurs de compétitivité prive les entreprises de normes de référence internationale qui les guident dans le choix des produits nouveaux qu'il serait avantageux d'exporter, et elle peut rendre la recherche de la compétitivité destructrice d'emplois. Plutôt que d'y voir le prétexte à un repliement protectionniste, les participants considèrent que c'est dans l'innovation, le développement de nouvelles demandes et la recherche de nouveaux marchés que les solutions doivent être recherchées. Cependant, pour certains participants, l'inégale capacité des pays à mettre en œuvre les innovations et les délais nécessaires peuvent imposer des mesures de *protection faute d'une coopération internationale* pour réduire les déséquilibres commerciaux trop constants.

3 Maîtriser le changement technologique

Tirer profit des nouvelles demandes qui peuvent se développer, au Nord comme au Sud, nécessite une *mobilité des facteurs de production*, travail et capitaux physiques, que le marché du travail et le marché des capitaux n'ont pas été à même d'assurer dans les années passées. Sur ces points, les capacités des pays diffèrent profondément. Il est apparu aux participants que c'est dans l'organisation industrielle et les structures sociales de chaque nation, plutôt que dans leur dotation de facteurs, qu'il faut chercher les éléments explicatifs d'une capacité de maîtriser les changements. La concurrence entre pays est de plus en plus une concurrence entre appareils industriels, ancrés sur des systèmes sociaux profondément différents.

Dans la production de biens, les changements techniques en cours conduisent à remplacer le travail humain par des robots et des machines. Cette tendance est très forte. Il en résulte, non seulement des risques d'aggravation du chômage, mais aussi des problèmes de sécurité et de nouvelles difficultés dans les relations des travailleurs avec les machines. Sur tous ces points, il y a matière à échange d'expériences entre les pays. De même serait-il utile d'étudier à l'avance les conséquences prévisibles sur les modes de production, les coûts et les formes de consommation des techniques basées sur les sciences de l'information. L'opinion des participants est que la réponse aux difficultés nouvelles n'est pas dans le refus du changement technique, mais dans l'exploitation des potentialités qu'il offre. *Les nouvelles techniques sont un atout* pour créer un travail plus libre, de nouveaux marchés et de nouvelles consommations.

Pour les participants, *le progrès technique n'est pas en soi créateur de chômage*. Celui-ci a pour causes principales l'insuffisance de la demande surtout dans les nouveaux secteurs, les rigidités structurelles dans l'utilisation des facteurs de production, le temps d'adaptation nécessaire pour que les travailleurs quittant un secteur en déclin reçoivent les formations demandées dans les secteurs en croissance. C'est donc vers le développement de la demande et la réduction des rigidités que les politiques doivent s'orienter.

Il n'y a pas insuffisance de besoins, mais évolution de ceux-ci, et les investissements à mettre en œuvre pour les satisfaire sont plus risqués

que ceux associés à une demande connue. Relancer l'investissement a pour condition une baisse des taux d'intérêt trop élevés, d'autant que les aléas dans la mise en œuvre de nouvelles techniques sont plus grands, mais les participants ont estimé que *la régulation macroéconomique ne suffisait pas* et que *des politiques sectorielles et microéconomiques étaient nécessaires* pour orienter recherches et nouvelles techniques vers des secteurs où les chances de voir se développer des marchés sont plus grandes. Les participants ont souligné l'utilité de développer de nouveaux produits, d'encourager la souplesse et la diversité des formes de consommation. Ils ont noté que les secteurs des soins médicaux et des transports — en raison tant de leurs coûts croissants pour la société que de la demande — devraient faire l'objet de recherches particulières, et que certaines activités du secteur tertiaire public ou privé pouvaient donner lieu à des exportations de service mettant à profit les différences d'expériences entre les pays.

Les participants ont insisté sur le fait qu'il n'y avait *pas de mode d'organisation sociale qui puisse servir de modèle pré-établi* et être transposé. Il appartient donc à chaque pays, en fonction de sa culture et de ses objectifs, de faire évoluer l'organisation de la production, le système d'éducation et de formation, les rapports de travail, la répartition du travail et des activités, les modes de rémunération. Mais sur ces thèmes, l'analyse des diversités des expériences nationales et la recherche en commun des réponses aux problèmes nouveaux posés par les nouvelles techniques contribueraient, de l'avis des participants, à créer un espace permettant l'épanouissement de nouvelles formes de croissance. Ainsi pourraient être préparées les mesures propres à éviter de différer la mise en œuvre de réformes dans la crainte qu'elles n'affaiblissent temporairement la compétitivité de tel ou tel pays.

Publication du CEPII

Rédaction :

Centre
d'études prospectives
et d'informations
internationales,
9, rue Georges-Pitard,
75015 Paris.
Tél. : 842.68.00.

Rédacteur en chef :
Gérard Lafay.

Edition :

La Documentation française,
Abonnement d'un an
(8 numéros) : 120 F.

Commande adressée à
La Documentation française,
124, rue Henri-Barbusse,
93308 Aubervilliers Cedex.

Règlement à réception
de la facture.

Directeur
de la publication :
F. Gallouédec-Genuys.

CPPP n° 1462 AD.
Dépôt légal n° 1334,
2^e trimestre 1982.

Imp. Graphic-Expansion S.A.,
Nancy.

Imprimé en France.



Revue trimestrielle du CEPII, n° 9.
Numéro spécial, 1^{er} trimestre 1982, 324 pages (*).

La Reaganomie : fondements doctrinaux et dimension internationale

Ce numéro d'Economie prospective internationale est consacré aux travaux du colloque « l'économie américaine, enjeux et politiques », qui s'est tenu à Paris en septembre 1981. Celui-ci avait pour objet de présenter la nouvelle politique économique mise en place aux Etats-Unis sous l'impulsion du Président Reagan. La rédaction de la revue a choisi de sélectionner les textes consacrés aux origines de cette politique, à ses fondements théoriques et à son insertion dans le contexte international.

Préface de Ch. Stoffaes, Postface de M. Aglietta, Synthèse de R. Cooper.

Contributions de L. Klein, J. Jordan, N. Ture, S. Marris, P. Mac Cracken, M. Evans, R. Weintraub, E. Malinvaud, R. Barre, H. Prévot, B. Sprinkel, B. Balassa, R. Solomon, M. Aglietta, J.C. Casanova, R. Heller, R. Erb, A. Cotta, Ph. Jurgensen, H. Malmgren, R. Cooper, J.M. Jeanneney.

(*) En vente à la Documentation française.

● Abonnement d'un an (4 numéros) 180 F
● Prix du numéro spécial 100 F